

L'USOEB rencontre le Président de l'OEB pour évoquer le mémorandum d'accord

L'Union syndicale de l'Office européen des brevets (USOEB) a rencontré le président de l'Office, António Campinos, jeudi dernier (16 mai) pour évoquer le cadre d'un mémorandum d'accord entre l'Office et l'USOEB.

On ne connaît pas encore les détails de la réunion, mais, dans une lettre ouverte avant la réunion, l'USOEB indiquait ne pas être disposée à discuter d'un mémorandum d'accord en reléguant au second plan la question des sanctions illégales contre le personnel de l'Office européen des brevets (OEB).

Elle indiquait que ces négociations ne pourraient être dissociées des progrès réalisés sur les autres sujets, notamment sur le règlement des sanctions.

L'USOEB se plaint du fait que, malgré de nombreuses déclarations de M. Campinos soulignant son intention de restaurer le dialogue social au sein de l'Office, c'est seulement en décembre, soit cinq mois après sa prise de fonction, qu'il a rencontré la direction fédérale de l'USOEB pour la première fois.

Le syndicat se plaint également du fait que M. Campinos n'ait pas organisé de réunion de suivi en janvier 2019.

L'USOEB est le principal syndicat de l'OEB, représentant plus de la moitié du personnel dans tout l'Office.

Dans sa lettre ouverte, l'USOEB indiquait que cela fait maintenant près d'un an que M. Campinos a pris la tête de l'Office et que les « dossiers relatifs aux représentants du personnel et dirigeants syndicaux abusivement sanctionnés par votre prédécesseur n'ont toujours pas été résolus ».

« Et ce, malgré trois jugements du TAOIT rendus contre l'Office sur ces affaires. »

La lettre ajoutait : « Au contraire, vous avez dit à au moins deux occasions que vous considériez ces affaires comme des « dossiers individuels » que vous vous refusiez à commenter. Ce problème important était déjà urgent il y a six mois. »

En avril, une des plus importantes fédérations syndicales de l'UE, l'Union Syndicale Fédérale (USF) a écrit une lettre à M. Campinos pour relever qu'il reste plusieurs procédures disciplinaires encore « non résolues ».

La lettre de l'USF relève : « Vous [M. Campinos] êtes maintenant en fonction à l'OEB depuis suffisamment longtemps pour que le personnel soit en droit de voir les effets de la nouvelle direction. »

Dans le cadre de sa lettre, l'USF cite une récente enquête auprès du personnel de l'OEB qui a montré que 27 pour cent seulement du personnel de l'OEB ose s'exprimer, alors que la norme européenne est de 56 pour cent et que 16 pour cent seulement du personnel a confiance dans les décisions prises par la haute direction de l'OEB, alors que la norme européenne est de 66 pour cent.

L'enquête, qui a été réalisée par Willis Towers Watson, était intitulée « Votre voix, notre futur : enquête sur la motivation du personnel de l'OEB ».

Elle a été réalisée afin d'établir une base de référence pour mesurer les progrès de la nouvelle stratégie de l'OEB mise en œuvre à partir de l'été 2019, de donner au personnel de l'OEB une occasion de s'exprimer à un moment important pour l'Office et de comparer les résultats avec des références externes pertinentes.

Le Comité central du personnel de l'OEB a estimé que les résultats ne constituaient « ni une surprise, ni une anomalie statistique ... Ils marquent plutôt la poursuite dangereuse d'une tendance existant de longue date, celle d'un bateau en train de couler. »

Dans la lettre de l'USF, on peut lire : « Le règlement des derniers dossiers disciplinaires en instance à l'OEB serait un point de départ pour une véritable réorientation de la politique des ressources humaines de l'OEB, qui devrait être un élément à inclure dans votre « plan stratégique », tant sur le fond que symboliquement. »

« Désormais, près d'un an après votre prise de fonction à l'OEB, l'inaction du Président de l'OEB donnerait immanquablement l'impression qu'il n'y a toujours pas de nouvelle direction à l'OEB.. »